

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
28 janvier au 4 février 1998



10,00 F

Partageons les richesses, pas la misère...

NOUS SOMMES AUJOURD'HUI dans une situation où les politiques se révèlent incapables de démonter les mécanismes d'exclusion, de paupérisation en cours. Veulent-ils même les enrayer? En effet, le chômage est le produit d'une logique économique et politique, celle du capitalisme. Le travail, qui est la source de revenus de l'immense majorité, subit la loi de l'offre et de la demande. Le chômage (mais surtout la menace du chômage) a des conséquences sociales sur ceux qui

Créer de nouveaux emplois grâce aux économies faites sur le dos des travailleurs auxquels on demande d'accepter contraintes et forcés, de travailler moins (en nombre d'heures), de gagner moins et d'être plus flexibles. Dans les faits, on sait que dans les entreprises où le partage du travail a été pratiqué, il l'a été sous prétexte de préserver des emplois, mais à aucun moment dans le but de créer de nouveaux postes. Le discours dominant évoque la création d'emplois, essentiellement sous la forme de petits boulots.

Cette notion de partage du travail ne tend, en fait, qu'à mettre en opposition, les chômeurs et ceux qui travaillent, alors que la véritable opposition demeure celle entre exploités et exploités. Dans le cadre du capitalisme, la disparition du chômage, de la misère est une utopie!

Jospin, Gaysot, Voinet, continuent le plan Juppé...

Derrière un discours pré-électoral, la gauche plurielle a du mal à cacher

que le gouvernement n'aurait plus d'argent pour augmenter les minima sociaux, les salaires? Ce gouvernement – comme les précédents – nous prend pour des cons. Pouvait-il en être autrement?

Non à la charité

La sacro-sainte loi du marché n'est ni de gauche, ni de droite. Elle ne correspond pas, en vérité, aux besoins réels des personnes mais seulement aux intérêts de ceux qui nous exploitent... Les autres sont exclus, sacrifiés pour les besoins du profit. Si nous ajoutons à cela que nombre de travaux sont loin d'être indispensables, voire même nuisibles, il paraît évident qu'une nouvelle organisation du travail, dans sa répartition et son contenu, est non seulement une question essentielle pour l'avenir de l'humanité mais un problème auquel il est maintenant urgent d'apporter une solution. La logique mondiale du

capitalisme est celle du profit immédiat et du transfert de nombreuses productions en direction de pays où la main d'œuvre est la moins coûteuse (voir le transfert des usines Renault de Vilvorde à Moscou). Les Européens ont tout autant le droit de travailler que les Asiatiques et ceux-là ont parfaitement le droit de ne pas être plus exploités que les Européens qui ont encore du travail.

Nous ne pouvons partager le travail sans partager les richesses. Nous ne pouvons admettre que certains se partagent la misère tandis que d'autres se partagent les bénéfices. Partager, oui, mais tout partager. Les privilèges doivent être abolis, les ressources naturelles appartenir à tous. Le travail doit avoir pour objectif de subvenir aux besoins matériels des individus et non de les aliéner. La production doit être utile (conçue pour durer et non pour maintenir le taux de production) et rationalisée dans l'inté- ●●● page 8



travaillent: généralisation du «travail précaire» et remise en cause généralisée des acquis sociaux. L'heure n'est donc plus au partage du travail (en fait, le partage du chômage) mais à la répartition égalitaire des richesses que nous produisons. La vraie démagogie, c'est de laisser croire qu'un gouvernement, qu'un bulletin de vote pourra changer quoi que ce soit.

Comment lutter contre le chômage sans combattre le capitalisme?

Pour diminuer le chômage, on constate qu'il existe des lieux communs, repris par la classe politique.

ISSN 0026-9433 - N° 1108

M 2137 (1108) 10,00 F



Dans le même temps, on constate que, ces dernières années, le nombre d'heures supplémentaires a doublé (enquête I.N.S.E.E.), que les emplois précaires représentent près de 25% des emplois salariés (10% en 1975).

Cette solution des petits boulots et des stages bidons (d'ailleurs fort lucratifs pour les patrons) est non seulement intolérable mais représente un gâchis à l'encontre des individus, qui n'ont d'autres possibilités pour survivre que d'être exploités et/ou assistés par l'État et les patrons.

La «flexibilité», quant à elle, n'a absolument pas pour vocation de permettre des embauches, mais au contraire de rationaliser la gestion de l'entreprise au profit du patronat. Le patronat se saisissant de toutes les occasions pour mettre en place des plans de restructuration qui représentent autant d'importantes régressions sociales (le passage aux 35 heures en sera une).

la réalité. Au gouvernement, elle gère au mieux les «intérêts supérieurs de la France», traduisez ceux du capitalisme. Elle annonce à grand coup de pub des emplois-jeunes, mais continuent de diminuer les effectifs – Gaysot supprime 1000 emplois dans son ministère – sauf dans la police. La gauche plurielle vote la réduction du temps de travail, mais refuse son application au sein de la fonction publique (le seul endroit où elle engendrerait des emplois). Tous ensemble, au nom de l'efficacité du service public: ils vendent France Télécom ou préparent d'autres privatisations. Bref en prenant la suite d'Alain, ils endossent et s'approprient les objectifs du plan Juppé.

De l'argent il y en a! la preuve: l'État a financé en grande partie les deux voyages du pape (qui ont coûté très cher). En 1990-1991, pour payer la guerre du Golfe, la gauche a su trouver les financements nécessaires. Qui peut croire

EDITORIAL

« Voter, c'est éliminer » était donc le slogan antifasciste, paraît-il, de certaines affiches placardées à la veille des élections législatives de juin 1997. Or, la révolte actuelle des chômeurs révèle bien l'entourloupe qui se cachait derrière ce prétendu acte citoyen. Seule la lutte sociale, autogérée, peut enrayer la misère, terreau propice au développement de la vermine fasciste.

A l'heure où la plupart des observateurs un peu sérieux reconnaissent que c'est l'État, en fidèle valet du patronat, qui depuis des décennies organise, planifie et criminalise cette misère sociale, au moment où la majorité plurielle continue ce «courageux chemin», saluée d'ailleurs par le patron du C.N.P.F. et par R. Barre, combattre ce gouvernement est non seulement nécessaire mais salutaire. En effet, les faux combats des dirigeants du P.C.F. ou des Verts ne trompent personne. Leurs chaleureux acquinages électoraux avec le P.S. pour les régionales de mars montrent toute la «valeur» de cette gauche de combat. Quant au chantage sur les risques d'un retour d'une droite extrême, voire d'une déferlante de l'extrême droite, cet argument ne tient pas. Les irresponsables, Monsieur le ministre des flics, ce ne sont pas les «anarchisants» mais vous et vos amis de la majorité qui tentez de briser aujourd'hui avec vos matraques, votre mépris, vos jeux politiques, la dynamique émancipatrice enclenchée par le mouvement des chômeurs. Quand les dégâts de votre gestion capitaliste engendreront de nouvelles colères, c'est vous qui, au nom du réalisme, aurez cassé les derniers obstacles possibles à un mouvement autoritaire et fascisant. Plus que jamais, une volonté d'égalité sociale et économique est apparue ces jours-ci. Les anarchistes actifs dans ce mouvement ne peuvent que se réjouir. Cependant, au-delà d'une agitation parfois nécessaire, leur tâche est de s'inscrire davantage dans le tissu social et d'être en capacité d'offrir un projet global, basé sur les besoins sociaux et capable de rassembler toutes les forces anti-étatiques et anticapitalistes au-delà d'eux-mêmes. L'état des lieux prouve que la structuration d'un mouvement social pouvant se percevoir hors du champ de la représentation politicienne n'est pas une si vaine perspective.

F°P. 2520

Mouvement des chômeurs à Lyon

Chronologie d'une lutte

SI DANS LA TRENTAINE de villes où les chômeurs sont rentrés en action le mouvement a démarré autour des fêtes de fin d'année, à Lyon ce n'est que tardivement que la lutte des chômeurs se mit en marche.

Tout commence réellement le vendredi 9 janvier lorsqu'une centaine de personnes investissent une ancienne agence A.N.P.E., propriété du Crédit lyonnais, en plein centre ville. La paternité de cette action revient essentiellement au comité chômeurs de la C.G.T. et à A.C! Ces deux organisations avaient d'ailleurs appelé à un rassemblement deux jours plus tôt afin de profiter de la dynamique nationale de lutte des chômeurs pour essayer d'impulser un début de mouvement sur Lyon. Néanmoins l'occupation de l'A.N.P.E. va fournir le cadre à un début d'auto-organisation des chômeurs, dépassant très rapidement les limites et les directions qu'A.C! et la C.G.T. s'étaient attribuées, et aboutissant à la création d'un collectif d'action des chômeurs. Un phénomène qui est de plus renforcé par l'implication dans le mouvement, dès le premier jour de l'occupation, de nombreux militants libertaires, inorganisés, membres de la C.N.T. ou de la Fédération anarchiste.

De la maison de la solidarité aux premières manifestations

L'occupation, jour et nuit, de l'A.N.P.E. s'organise rapidement. Une ou deux assemblées générales (A.G.), une le matin et l'autre le soir, rythment le quotidien. L'une des premières mesures prises est de rebaptiser le lieu « maison de la solidarité ». Des tracts sont alors réalisés informant la population de cette action et surtout incitant les chômeurs mais aussi les salariés de l'agglomération à passer à la « maison de la solidarité » afin de se rencontrer, discuter et rejoindre le mouvement. L'A.G. du soir regroupe vite en permanence plus d'une centaine de personnes venues de divers horizons, chômeurs, précaires, salariés, étudiants, militants ou non. C'est un véritable forum de discussions, rencontres et échanges qui se met en place, où les premiers temps

l'aspect « chaotique » des prises de paroles, le bouillonnement des interventions et des comportements individuels, souvent « tripaux » et attachés à décrire des parcours et des situations individuels, désarçonnent les professionnels de l'encadrement des mouvements sociaux.

Tous ceux qui ont alors rompu l'isolement du chômage découvrent la convergence des situations, des galères vécues au quotidien, mais aussi les intérêts communs et le poids de la force collective même si l'apprentissage de la prise de parole en public, de l'écoute des autres, de l'élaboration collective et de la responsabilisation n'est pas une mince affaire. Durant plus d'une semaine, ce sont plusieurs centaines de personnes qui franchiront la porte, pour un moment, quelques heures, une nuit ou jusqu'à l'évacuation brutale par les forces de l'ordre de cette « maison de la solidarité ».

En attendant, avec cette occupation, les conditions de la popularisation de la lutte des chômeurs étaient réunies sur Lyon. Après avoir pris les locaux, on pouvait prendre la rue. Rien n'est à eux, tout est à nous... La première manifestation lyonnaise a lieu lors de la journée d'action du mardi 13 janvier. C'est près de 3 000 personnes qui défilent pendant deux heures de la Bourse du travail à la chambre de commerce et d'industrie après être passés devant « la maison de la solidarité ». Moment fort d'émotions puisqu'un petit groupe de chômeurs barricadés pour maintenir l'occupation durant la manif acclamait chaque cortège qui passait et vice versa. Le lendemain, une nouvelle banderole avec « partageons les richesses pas la misère » ornaît la façade de la maison de la solidarité, reprenant alors le slogan inscrit en tête du cortège F.A. de la veille.

Une journée « marathon » contre le fascisme et la misère

Samedi 17 janvier, nouvelle journée d'action. Fort de la réussite de la manifestation du mardi, le mouvement lyonnais est de la danse. Mais localement la situation se révèle plus complexe qu'il n'y paraît. Ce même jour à lieu à Lyon

une réunion nationale du Front national, réunissant plus de 2 000 délégués sous les auspices de Le Pen en personne. Depuis quelques semaines une manifestation était prévue contre ce rassemblement de la haine. Le dilemme est alors le suivant: tomber dans le ridicule de deux manifestations séparées? Privilégier le mouvement des chômeurs? Réussir à unifier les deux manifestations? L'A.G. de préparation fut alors fort houleuse, tant certains tenaient à faire de la mobilisation anti-F.N. une priorité. Ce fut une vision défendue par la plupart des militants d'organisations de gauche et surtout par Ras l'front qui tenait ce jour là, à Lyon aussi, son congrès national (voir la déclaration de la F.A. en page 4 de ce numéro - N.D.L.R.). Finalement il fut adopté l'idée d'une double manif en continu. L'idée était de partir du centre ville en passant néanmoins devant la maison de la solidarité sur des mots d'ordre anti-F.N. jusqu'à la Bourse du travail. Puis, après quelques prises de parole, de repartir en direction de la maison de la solidarité, cette fois-ci dans le cadre du mouvement des chômeurs. Sur ce schéma, c'est plus de 5 000 personnes qui descendirent dans la rue contre le fascisme et en solidarité avec les chômeurs. Un cortège du collectif de chômeurs avait d'ailleurs pris place dans cette première partie de manifestation afin d'affirmer pour beaucoup d'entre eux leur refus des discours populistes, nationalistes et racistes comme solution au chômage. Le cortège de la F.A., regroupant jusqu'à près de 400 personnes, fit lui aussi forte impression par son importance et son dynamisme. Cette journée avait une forte importance pour nous, car hormis le fait qu'elle se déroulait dans un contexte de luttes sociales, il y avait presque un an (le 16 février 1997) que notre librairie, « la plume noire », avait été incendiée par les fascistes, et le soir même de cette manifestation avait lieu le pot d'inauguration de la librairie enfin remise en état. C'est d'ailleurs enfin de 200 personnes qui sont passées visiter les nouveaux locaux, apporter leur sympathie et terminer de façon conviviale, jusqu'à tard dans la nuit, cette journée fort agitée.

La répression rentre en scène

Le lundi 19 janvier une nouvelle semaine commence et dès 6 heures du matin la lutte prend un nouveau visage avec l'évacuation de la maison de la solidarité par les forces de l'ordre. Il en est alors fini de ce lieu central et névralgique de la lutte des chômeurs sur Lyon. De l'avis de tous le mouvement doit continuer et une réaction se prépare. À 14 heures, environ 200 personnes se retrouvent à la Bourse du travail. Signe de l'influence libertaire qui s'est imposée au cours de la lutte, c'est aux sons de « Qui sème la misère, récolte la colère »

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication: André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - La Vigie
 Diffusion N.M.P.P.

et « rien n'est à eux, tout est à nous... » qu'on se met en route pour une nouvelle action. Quelques stations de métro plus loin, une approche dans la discrétion et ce sont les bâtiments du G.I.L. (Groupe interprofessionnel lyonnais) qui sont pris d'assaut. Nous serons expulsés au bout de quatre heures par les flics venus au secours de ces bons patrons indignés par notre présence dans leurs luxueux locaux.

Après cette évacuation, le mouvement semble alors se chercher une nouvelle dynamique. La fatigue commence à se faire sentir ainsi que la nécessité d'inscrire la lutte dans le long terme et donc de définir des moyens adéquats d'organisation. Devant un certain vide, A.C! et la C.G.T. reprennent du poids dans la direction du mouvement et prônent l'idée de suspendre les occupations et de s'en tenir à des actions « coup de poings ». La grogne est alors profonde chez de nombreux chômeurs. La manifestation de mercredi 21 janvier est un semi-échec. À peine un millier de personnes, un parcours en périphérie de la ville digne d'un enterrement du mouvement qui peut susciter de nombreuses questions à l'égard des « associations représentatives » responsables d'un tel choix.

En attendant la manifestation nationale du mardi 27 janvier, jeudi 22, une cinquantaine de chômeurs sont allés occuper les locaux de l'I.E.P. (Institut d'Études Politiques) de l'université Lyon II à l'occasion d'une A.G. des collectifs de facs (1). Une occupation qui s'est déroulée avec le concours de nombreux étudiants et personnels de cette université qui se sont d'ailleurs mobilisés en solidarité avec les chômeurs dès la première semaine du mouvement (voir encadré ci-contre).

On peut alors se demander quelles sont les motivations de la C.G.T., d'A.C! et de nombreuses autres organisations de gauche autour de cette manifestation du 27 janvier. N'est-il pas alors question d'en finir avec le mouvement des chômeurs tout en lui donnant l'illusion d'un aboutissement avec la question des 35 heures? À deux mois des élections

régionales, la gauche plurielle ne peut se permettre de laisser se développer un mouvement social porteur de troubles pour l'ordre public et qui peut se développer en autonomie par rapport à la représentation politique. Même ses relais associatifs et syndicaux les plus remuants le savent et en sont conscients. L'astuce est alors de renverser la logique de la solidarité. Plutôt que d'amplifier le mouvement des chômeurs en appelant les salariés à les soutenir dans leurs revendications, par exemple par une journée de grève permettant une action commune, c'est en fait les chômeurs qui sont appelés à soutenir les salariés dans leur lutte pour les 35 heures, ce qui soit disant réglerait à terme le problème des chômeurs. Cette stratégie a aussi l'avantage de reconstruire l'unité derrière la majorité au pouvoir, porteuse de ce projet, face à un patronat hostile, de façade, aux 35 heures. Militants anarchistes, nous savons que le projet Jospin sur les 35 heures ne règlera en rien la question du chômage, de la misère et des inégalités. Ce n'est qu'une mesure d'adaptation de plus à la mondialisation du capitalisme et à sa gestion de la main d'œuvre (2).

Le mouvement des chômeurs a brisé l'isolement de nombreux individus. Il a enfin mis des noms et des visages sur des chiffres, sur ces millions de chômeurs qui étaient devenus une constante des médias et du paysage économique. Si c'est bien dans les périodes de lutte que les idées se diffusent le mieux, que les consciences et les radicalités se forment, on peut espérer que ce mouvement est porteur d'espoir pour les luttes futures. Que de nombreux chômeurs ont pris conscience que la fatalité n'existe pas, que collectivement nous pouvons changer les choses et que seule l'auto-organisation de nos luttes peut forger un autre futur.

Nous n'aurons que ce que nous prendrons!

David. - groupe Durruti (Lyon)

(1) Finalement l'occupation de l'I.E.P. s'est terminée le samedi 24 janvier en fin de matinée
 (2) voir à ce propos l'article « Contre le projet Jospin » dans le M.L. n°1105

Des collectifs de soutien aux chômeurs dans les facs !

Dès la première semaine du mouvement des chômeurs, la solidarité s'est organisée à l'université Lyon II, aboutissant à la création de deux « collectifs de facs », l'un basé sur le campus de Bron et l'autre à l'I.E.P.

Créés le lundi 19 janvier à l'initiative d'étudiants de quelques organisations (SUD-éducation, C.N.T.-F.A.U.L. J.C.R.-RED, C.L.C.S. et le groupe Durruti de la F.A., groupe lycéen/étudiant) l'intérêt majeur de ces collectifs réside dans ce principe : s'y retrouvent à la fois des étudiants, des I.A.T.O.S.S. (personnel d'entretien), des profs et des employés administratifs, tentant de mettre ainsi en pratique le « Tous ensemble ! » qui refait surface.

Fonctionnant de manière autonome, avec une AG par jour, les collectifs de facs ont permis une bonne mobilisation lors de la manifestation du mercredi 21, derrière une banderole : « Facs, chômeurs, précaires : solidarité ! ».

Il faut aujourd'hui tenter de créer ce genre de collectifs dans toutes les universités, non seulement pour la solidarité immédiate avec les chômeurs, mais aussi pour développer des pratiques d'auto-organisation, où la coupure étudiants/salariés ne soit plus, et derrière des revendications qui se globalisent (du type « partage égalitaire des richesses »). Une telle dynamique, dépassant les corporatismes, voilà, d'un point de vue organisationnel, ce qui nous a gravement manqué en novembre/décembre 1995.

Xavier (gr.Durruti)

le monde libertaire
 Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom Prénom
 Adresse

Code postal Ville
 Pays (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

GRENOBLE

C'est en forgeant que l'on apprend l'autogestion

RÉJOUANT LES GRANDS classiques qui ont fait leurs preuves, les chômeurs et précaires grenoblois, appuyés par les organisations habituelles occupent depuis le 7 janvier diverses administrations de l'agglomération. Les militants libertaires de la C.N.T. et de la Fédération anarchiste sont évidemment de la fête! Le mouvement s'est rapidement étendu grâce à 2 manifestations regroupant environ 2 000 personnes, et à une volonté immédiate de rencontre avec les salariés de divers secteurs (E.D.F., Neyrpic, Telecom etc.). Les opérations d'occupation ponctuelles ont par ailleurs été menées chaque jour sur des lieux symboliques ou stratégiques (Crédit Lyonnais, A.S.S.E.D.I.C., Resto du Cœur etc.). Le collectif de lutte est basé depuis une semaine à l'Hôtel de Ville, occupé nuit et jour de façon plutôt virtuelle puisque le local est en fait mis à disposition par la municipalité. Cependant, les relations avec le maire (P.S.) n'en sont pas pour autant cordiales puisque celui-ci essaye

manifestement de nous endormir, ce dont tout le monde se rend parfaitement compte; aussi la tension monte-t-elle petit à petit: les chômeurs n'aiment pas être pris pour des imbéciles. Mais ils sont têtus, et cette mairie restera occupée tant que son patron n'aura pas «apporté des réponses aux questions qui lui ont été posées»! Outre les revendications classiques, dont les médias nationaux se sont fait l'écho depuis le début du mouvement, certaines exigences concrètes nous semblent particulièrement intéressantes, car en rupture avec la logique marchande de gestion économique de la pauvreté: accès gratuit aux transports, à la santé, à l'éducation, au logement, etc. Par ailleurs, une annexe du Conseil général est occupée elle aussi depuis une semaine, et fait l'objet d'une multitude de projets des plus grisants. Et pour cause! Ce bâtiment de quatre étages est constitué de dizaines de pièces, totalisant plusieurs centaines de mètres carrés entièrement vides! Et certains parlent déjà de retrouver l'esprit des

Bourses du travail du début du siècle, dans une «Maison des chômeurs, précaires et exclus». Enfin, soulignons que, sous l'impulsion notamment de nos camarades de la C.N.T., la direction du mouvement est assurée par une A.G. quotidienne qui a eu le mérite de neutraliser les velléités de manipulation de la part des professionnels du genre, même si elle est encore souvent le théâtre de violentes prises de bec et de moultes tergiversations lourdes et inutiles. Mais c'est en forgeant qu'on apprend l'autogestion! L'intervention télévisée de Jospin du mercredi 21 janvier a eu le mérite d'enlever leurs illusions aux quelques utopistes qui espéraient encore quelque chose du gouvernement et de l'État, voire de semer le doute chez ceux qui croient toujours au Père Noël. Une preuve de plus que vouloir résoudre les problèmes sociaux en aménageant ce système capitaliste inique se révèle complètement irréaliste. Est-il d'ailleurs besoin de le redire? Nous sentons bien que plus personne n'y croit! Que Jospin ne cède pas sur des



revendications de fric, comme l'augmentation des minima sociaux, était prévisible, mais qu'il fasse barrage à des exigences relevant d'une simple volonté politique (gratuité des transports...) signifie bien que l'État a peur qu'une partie de la population s'écarte de la logique et du fonctionnement marchand. à l'avenir, il sera aussi utopiste de voir réalisées des idées de rupture que des revendications d'urgence

(obtenir le minimum vital). C'est pour cela que nous voulons affirmer que nous avons un projet social réalisable et des moyens pour le mettre en œuvre: grève générale expropriatrice, abolition du salariat, collectivisation des moyens de production, autogestion généralisée de la société. L'avenir ne sera que ce chacun voudra bien en faire.

Ludo et Séverine
groupe Jules Vallès

En direct de Solferino...

LE JEUDI 22 JANVIER, LES CHOMEURS, en envahissant le siège du Parti socialiste, rue de Solferino, ont donné la meilleure réponse à l'intervention télévisée de Jospin (1). Il ne s'agit pas ici de relater l'occupation, mais de rapporter les bons mots choisis de nos «camarades socialistes». Stéphane Le Foll, assistant de François Hollande, et responsable aux élections.
Q: Peut-on vivre avec 2 200 F? (question posée cinq fois)
R: Le gouvernement a répondu. Qu'est-ce qu'on peut faire?
Q: Que faites-vous pour les moins de vingt-cinq ans?
R: Et les emplois-jeunes? Vous dites qu'on ne fait rien, mais on vous répond qu'on fait... Entre trop peu et rien, il y a une différence; on ne peut pas dire qu'on ne fait rien.
Q: Pourquoi ne ponctionnez-vous pas les riches?
R: On l'a fait! Pourquoi pas plus? Parce qu'il y a un équilibre, une réalité, une société... Toutes les décisions qui ont été prises, c'est pour essayer de faire quelque chose.

riches. Oui! On va faire payer les riches; voilà la solution au chômage! Je connais la musique moi! Je disais les mêmes conneries il y a trente ans.»
Après des négociations, le secrétaire national du P.S. s'engage pour une sortie sans interpellation (enfin une promesse tenue par le P.S.), nous sortons en bloc. «Qui sème la misère récolte la colère» et «P comme pourri, S comme salaud, à bas le Parti socialiste» sont scandés de la cour de Solferino à l'embouchure du métro. La manifestation se disperse alors, après plus de trois heures d'occupation. A noter qu'à la cafétéria du siège du P.S., nous avons eu la surprise de voir une gravure représentant Paul Lafargue, auteur du «Droit à la paresse»... Dernière minute: vendredi 23, les 3^e et 4^e collectifs de sans-papiers et le mouvement des chômeurs, en coordination, ont investis le musée des Arts africains et océaniques, symbole du colonialisme lors de l'exposition universelle de 1932, en soutien aux grévistes de la faim de Lille, qui ont dépassé les 65 jours de non-alimentation. Nous voulons tout, nous prendrons le reste. La lutte continue...

Pascal - groupe Louise Michel (Paris)

(1) Contrairement à ce qui s'est dit dans la presse et sur les ondes, cette action n'a pas été manipulée par une seule organisation (A.C.I., C.N.T. ou autre...), mais elle a été le fait d'organisations diverses (A.C.I., M.N.C.P., C.N.T., étudiants, F.A. et d'autres encore)

Un permanent du parti:

Q: Vous gagnez combien?

R: Je dois gagner 15 000 F par mois; je ne me considère pas dans une situation dramatique, c'est sûr!

Un autre permanent, au bord de la crise de nerf:

«Qu'est-ce que vous proposez? On va faire payer les

En bref

■ Le groupe Makhno de la région stéphanoise vient de sortir le numéro 16 de sa feuille «Réseaux ouvrier». Commandes, abonnement et soutien : F.A./C.E.S.S. Bourse du Travail de Saint-Etienne, cours Victor Hugo 42000 Saint-Etienne.

■ Sortie du Drapeau noir n° 12 au prix de 10 F (Abt 50 F, soutien 100 F). Au sommaire : féminisme, logement, 35 heures, etc. Drapeau noir, c/o CESL, B.P. 121, 25014 Besançon cedex.

■ L'Antre anar change ses jours d'ouverture. On peut rencontrer le groupe de la F.A. tous les vendredis à partir de 20 h 30 au 5, rue Jeanne-d'Arc à Montpellier.

■ Le numéro 8 du bimestriel anarchiste grenoblois La Faille est sorti. Vous pouvez vous y abonner: 36F les 6 numéros (1 an); chèque à l'ordre de L.A.P. Pour tout renseignement: B.P. 2301, 38033 Grenoble cedex 2.

■ Une liaison de la F.A. est en cours de création en Lozère. Pour tous contact : c/o L'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier.

■ Le groupe de Cherbourg suspend ses permanences; un nouveau numéro de sa feuille «Le pépin noir» vient de paraître. On peut l'obtenir contre un timbre (ou plus) à: G.R.E.L., B.P. 12, 50130 Octeville.

RENNES

Qui trop embrasse mal étirent!

La mobilisation se poursuit sur Rennes et s'organise malgré des débuts difficiles (voir M.L. n° 106). Des assemblées générales ont lieu chaque matin de 10 heures à midi à la Maison de la culture du Champ de mars. Cette salle a été obtenue suite à des pressions exercées sur la mairie (occupation de la mairie et du conseil municipal) et nous est prêtée pour un mois. Les comités de chômeurs C.G.T. et A. C. sont réapparus, forcés d'accepter notre autonomie et nos principes de fonctionnement autogestionnaire, étant eux-mêmes incapables de mobiliser suffisamment de chômeurs sur leurs bases. Ils sont revenus en reconnaissant leurs «erreurs» et en adoptant une double stratégie: profil bas et dénonciation «d'une manipulation par les anarchistes» lors de manifestations et de discussions (jamais d'attaques directes en A.G.). Le mouvement manque de radicalité dans ses actions car la critique des politiques ne va pas jusqu'à son terme. Les politiciens nous reçoivent sur leur ton éternellement paternaliste et compatissant. Ce ton est inacceptable mais le comité des chômeurs s'y laisse prendre pour l'instant...

Du côté libertaire, nous souhaitons que le «Comité des chômeurs et précaires en lutte» se donne plus de temps pour réfléchir sur le sens et le but des actions menées, qu'il prenne le temps de les préparer correctement. Nous proposons des occupations et actions plus «dures», plus efficaces selon nous pour mobiliser les gens. Dans cette ambiance, les assemblées générales avancent difficilement et les décisions sont souvent prises d'urgence. Tout le monde ressent un manque d'organisation et les actions de la semaine ont plus l'aspect de visite médiatique que d'occupation réelles. Outre l'occupation de l'A.N.P.E., les apparitions au Conseil économique et social, au Conseil municipal, au Crédit lyonnais, à la C.A.F. et au Conseil d'administration de l'U.R.S.S.A.F. n'ont pas nécessité l'intervention des F.O.B. (forces de l'ordre bourgeois). Nous sortons de nous-mêmes. Pour remédier à cette situation, le comité est quand même parvenu à mettre en place des commissions permettant de désengager l'A.G. et de préparer les actions plus à fond. Mais le mouvement des chômeurs ne restera un réel pôle de lutte que s'il renonce à sa simple médiatisation et travaille à mobiliser réellement les gens touchés par la misère en descendant dans les quartiers et en perdant ses illusions électoralistes (idée de liste de chômeurs) et le respect des institutions.

Des libertaires du Comité des chômeurs et précaires en

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
<http://www.altern.org/fa>

rielle ne peut se développer un... de troubles... qui peut se déve... par rapport à la... que. Même ses... indicatifs les plus... sont conscients... verser la logique... que d'amplifier le... urs en appelant... enir dans leurs... exemple par un... ettant une action... les chômeurs qui... les salariés dans... eures, ce qui soit... le problème des... e aussi l'avanc... unité derrière la... orteuse de ce pro... nostile, de façade... ants anarchistes... tjet Jospin sur les... rien la question... ère et des inégal... esure d'adaptat... alisation du cap... ion de la main

chômeurs a brisé... eux individus. Il a... des visages sur des... s de chômeurs qui... e constante des... économique. Si... modes de lutte que... le mieux, que les... icilités se forgent... mouvement est... les luttes futures... hômeurs ont pris... té n'existe pas, que... pouvons changer les... to-organisation de... n autre futur... ce que nous pren-

groupe Durruti (Lyon)
tion de l'IEP s'est ter... en fin de matinée... «Contre le projet 1105

ien
fac's!

s, la solidarité... ation de deux... et l'autre à... ques organisa... S. et le groupe... ur de ces col... des étudiants... des employés... us ensemble!

our, les collec... a manifestation... urs, précaires:

ans toutes les... e avec les chô... o-organisation... des revendica... richesses»).
a, d'un point de... é en novem-

gr.Durruti)

L'immigration n'est pas un problème

DE TOUS TEMPS LES PEUPLES ONT MIGRÉ, poussés par des climats trop hostiles ou – le plus souvent – par les guerres que se livraient les maîtres et la misère qu'ils répandaient.

Aujourd'hui encore, la plupart des migrants fuient la misère, la guerre, la dictature ou les trois à la fois. S'il y a un problème, c'est là qu'il se situe. Ce problème est partie intégrante de la question sociale. Nul ne quitte son pays, son village de gaieté de cœur pour aller vivre dans un pays inconnu.

De nombreux articles parus dans *Le Monde libertaire* l'ont affirmé et démontré: il n'y a pas de problème de l'immigration, il y a un problème social. Cette réalité, nous la vivons au quotidien, dans nos quartiers, nos familles quand nous n'en sommes pas directement victimes. Son ampleur est planétaire.

Certaines organisations soutenant les sans-papiers semblent envisager les choses autrement. J'ai sous les yeux une série de propositions « pour une législation fondée sur les libertés et les droits fondamentaux. » Rien à dire sur les propositions, elles sont effectivement fondées sur les libertés, etc. Cependant, en préambule de ce texte signé L.D.H., C.I.M.A.D.E., et M.R.A.P., il est écrit: « Nous n'ignorons pas que la liberté d'établissement aujourd'hui ne peut être absolue. » Autrement dit, nous n'ignorons pas qu'il faut bien se résoudre à trahir. Faisons-le, mais respectueusement.

Légitimes! Puisqu'on admet qu'il y a un problème à régler en priorité. La priorité des priorités étant la fameuse fracture sociale, ce problème à régler en priorité est donc sûrement une des solutions au chômage, à la misère... et doit être un remède à la fracture sociale. Ce problème prioritaire, c'est l'immigration. Qui l'a dit? Jean-Marie.

Raisonnons

Considérons que l'immigration n'atténue ni n'accroît le problème social, qu'il n'en est pas la (ou une) cause et que Jean-Marie dit des âneries. Décidons que la liberté d'établissement est absolue. À ce niveau, nous n'en sommes pas à remettre en cause le document d'identité. L'étranger s'installant demande une carte de résident, on la lui donne. C'est tout, rien de révolutionnaire là dedans.

Et alors? Qu'advierait-il de nous? Serions-nous envahis? Le sommes-nous déjà? Avons-nous atteint les limites de nos capacités d'accueil? « Oui! » clame Jean-Marie. « Il n'a pas raison mais il

n'a pas tort » souffle la droite. « Il pose les bonnes questions mais apporte les mauvaises réponses » analyse finement Fabius... En queue de cortège, la « vraie gauche » propose une législation respectueuse puisque – comme l'a si bien démontré Jean-Marie – la liberté d'établissement ne peut être absolue.

Toute loi visant à limiter l'immigration donne raison à Le Pen

Alors que la question dans ce domaine est: que faire pour que plus personne sur cette planète ne soit contraint de quitter sa terre pour trouver la liberté, le pain, la paix? Ne nous laissons pas prendre au jeu de l'adversaire.

Bien des collectifs ou individus se sont déjà rendus complices – involontaires – de la constitution d'un fichier des étrangers irréguliers en aidant ces derniers à effectuer leurs demandes de régularisation. Ne récidivons pas en acceptant une législation fondée sur le principe que la liberté d'établissement ne peut être absolue. Cessons

de subir les discours d'une « vraie gauche » en mal de crédibilité ou de strapontins et éternelle roue de secours de la « gauche institutionnelle ».

Ne suivons pas ceux qui nous font croire que nous avancerons par le dialogue et la négociation avec le pouvoir. Les renoncements et compromis de nos centrales syndicales représentatives – réalistes partenaires sociaux – nous prouvent chaque jour qu'il n'en est rien. Dans cette voie, nous n'aboutirons qu'à un compromis boiteux qui définira les règles selon lesquelles on nous jette à la poubelle du nouvel ordre mondial.

Amie lectrice, ami lecteur, ne me répondez pas, s'il vous plaît, que si on régularise tous les sans-papiers et rendons la liberté d'établissement absolue, nous assurons à Le Pen une belle récolte lors des scrutins à venir et que c'est ce que cherchent à éviter la gauche et ceux qui soutiennent les sans-papiers.

a - Les promesses socialistes du dernier printemps ne craignent pas un renforcement du F.N. quand il s'agissait d'abroger les lois Pasqua-Debré.

b - Qui, parmi nos législateurs et gouvernants, cherche à analyser et à démontrer le programme et les déclarations du F.N.? Que dit-on à propos de Le Pen? Qu'il est raciste, fasciste, xénophobe, que ses idées sont dangereuses mais personne ne s'avise de contredire Fabius. Personne – si ce n'est les anarchistes avec les moyens dont ils disposent – n'a lancé une grande campagne expliquant que les immigrés ne sont pour rien à la situation économique. Les « bonnes questions » de Le Pen arrangent bien les manipulateurs.

c - Les idées du F.N. sont surtout mauvaises quand elles sont appliquées et depuis quinze ans environ, Le Pen monte à chaque scrutin bien que tout soit fait pour récupérer les faveurs de son électoral.

Ne me dites pas, enfin, qu'on ne peut « accueillir toute la misère du monde » car, s'il est vrai qu'on ne peut entasser la population mondiale sur un petit territoire, rien ne nous oblige à être acteur ou complice – directement (l'État) ou indirectement (le citoyen-déteur) – du pillage d'une partie du monde pour le profit de l'autre, en particulier, des nantis, des maîtres qui pillent en toute légalité et sans frontières. L'argument du socialiste Rocard n'est pas recevable.

C'est le capitalisme qui crée le chômage et la misère, pas les immigrés! La régression des droits des étrangers préfigure celle des droits de tous. Derrière les sans-papiers, les clandestins, il y a des hommes, des femmes, des enfants. Il y a l'avenir, il y a la vie. Dans quel sens irons-nous dans cette lutte? Subirons-nous? Accepterons-nous? Le choix, c'est ici et maintenant.

Bruno. – groupe d'Evreux

S'IL N'Y AVAIT PAS LES ÉTRANGERS, EN FRANCE ON ACCUSERAIT LES FEMMES D'ÊTRE RESPONSABLES DU CHÔMAGE!



Illustration du comité pour la régularisation des sans-papiers d'Anjoulema (Obi, rue Maréchal)

Congrès de Ras l'front, Lyon, 17-18 janvier 1998

Déclaration de la Fédération anarchiste

COMBATTE LE FASCISME, ce n'est pas seulement combattre le F.N. mais tout le fascisme, qu'il soit ouvert ou larvé, qu'il soit brun ou rouge. Or les deux piliers théoriques du fascisme que sont le nationalisme et la défense du capitalisme sont partagés par l'ensemble de la classe politique. Les nuances qui peuvent exister ne doivent pas masquer ce consensus sur le fond. Le F.N. n'est pas au pouvoir mais ses thèmes et ses politiques sont largement partagés, et repris par beaucoup d'autres. Des lois racistes et xénophobes, même si elles sont appliquées par la gauche, restent des lois racistes et xénophobes. Désigner les immigrés comme étant responsables d'un certain nombre de problèmes socio-économiques ne peut que favoriser un climat et des politiques xénophobes. Désigner l'immigré légal et intégré comme « bon » et le clandestin comme « mauvais » divise artificiellement la question sociale, attise les haines et ne donne aucune solution. Ce triste jeu ne peut que profiter aux plus radicaux, les fascistes.

Mais n'oublions pas que le fascisme n'est pas totalement lié au thème de l'immigration, comme le montre l'exemple de l'Italie où le M.S.I. néo-fasciste et l'Alliance Nationale post-fasciste n'en font pas leur principal cheval de bataille. L'arrivée au pouvoir de l'A.N. dans le gouvernement Berlusconi n'a d'ailleurs pas entraîné de grandes ruptures sur ce plan. Le fascisme, néo ou post, et son avatar, le national-socialisme, signifient donc autre chose. Historiquement, ils sont liés aux conséquences de la première guerre mondiale, à l'exacerbation nationaliste, à la peur de la révolution sociale puis à la crise économique. De « contre-révolution préventive », le fascisme est devenu gestionnaire du système capitaliste, mêlant mesures libérales puis mesures étatiques et planificatrices. Aujourd'hui, le capitalisme néo-libéral a-t-il besoin du fascisme? La situation des États-Unis et du Japon, les deux premières puissances industrielles où le fascisme organisé est électoralement faible, nous inciterait à dire non. La situation française nous dirait

plutôt « pas encore ». Il ne faut donc pas se tromper de combat: au-delà de quelques percées électorales, parfois facilitées par des attitudes débilées de la gauche comme à Vitrolles où elle a osé présenter un candidat tripartite face au fasciste Mégret, le danger du F.N. ne doit être ni sous-estimé, ni surestimé. Sa surestimation profite à tous les politiciens éreintés par le bilan socio-économique désastreux des quatorze ans du pétainophile et bousquetophile Mitterrand, et qui cherchent à se refaire une vertu politique au nom du grand front électoral antifasciste. Nous ne tomberons pas dans le panneau. Nous, anarchistes organisés, sommes partout où nous le pouvons dans le combat antifasciste, comme nous l'avons fait au cours des révolutions russe, espagnole ou chinoise, payant alors un lourd tribut. Nous restons convaincus que l'égalité économique et sociale ainsi que la liberté sont les seules armes à opposer au fascisme. Nous encourageons toutes les initiatives allant dans ce sens dans les quartiers comme dans les entreprises: auto-organisation des luttes, prise de

décision en assemblée générale, mandatement impératif et contrôle des mandats. Le combat actuel des chômeurs et des précaires montre bien que la xénophobie disparaît de l'actualité lorsque les exploités luttent au coude à coude! Et, comme pendant le mouvement de novembre-décembre 1995, le F.N. rase alors les murs. La société actuelle, fondée sur l'exploitation économique, l'oppres-

sion sociale et la domination culturelle, sur la soumission à l'autorité, ne peut combattre le fascisme. Au-delà, c'est bien la question du pouvoir qui se pose. Seule une société libérée du joug de l'État et du capital peut garantir la prospérité, la liberté et l'épanouissement de toutes et de tous. Vive l'autogestion!

pour la F.A.
Philippe Pelletier

Les éditions du *Monde Libertaire* viennent de publier une brochure intitulée « Du fascisme au post-fascisme – Mythes et réalités de la menace fasciste, éléments d'analyse et propositions d'action ».

En vente à la librairie du *Monde libertaire* (145, rue Amelot, 75011 Paris), 20 F.



J-P II au pays du Che

SUITE À LA VENUE DE FIDEL Castro au Vatican le 19 novembre 1996, le pape a effectué une visite officielle du 21 au 26 janvier à Cuba. Grande première du pape à Cuba, pays le moins catholique d'Amérique latine. Cette rencontre, qualifiée de surprenante par un bon nombre de médias, correspond aux personnalités des deux antagonistes : ils « ont le sens de l'Histoire profondément ancré en eux », ils sont autoritaires, éliminant leurs opposants sans remords, ils sont extrêmement dogmatiques et pragmatiques et chacun est fasciné par l'autre (les grands esprits se rencontrent!) (1). Bien sûr, afin de comprendre le pourquoi de cette visite il faut aller bien au-delà de la simple concordance psychologique entre le tombeau des régimes communistes des pays de l'Est et l'un des derniers dictateurs marxistes. En effet bien que saluée comme un signe de détente par les cubains, cette visite n'était que prétexte : pour l'un, récupérer ses brebis égarées, et pour l'autre, sortir de son isolement de la scène internationale. Wojtyla veut redonner un pouvoir à l'Église catholique cubaine dans un pays pratiquant en majorité la santería (sorte de syncrétisme de rites africains et catholique) et Fidel Castro veut récupérer une légitimité politique nationale et internationale qui lui fait défaut depuis le retrait de l'aide économique et politique de l'U.R.S.S. en 1989.

La méthode employée par nos deux stars de la semaine dernière (quoique vite détronées par Paula Jones et consœurs) est la même : le populisme. Pendant une semaine, le Che et Jésus se sont fait face sur la Place de la Révolution à La Havane. Toujours contrairement à ce que dit la presse, il n'y a ni vainqueur, ni vaincu car ces deux barbus avaient le même but : libérer les pauvres pour mieux les asservir. Fidel et Wojtyla l'ont bien compris, l'un usant et abusant de l'icône du Che et l'autre donnant sa première messe à Santa Clara, la ville mausolée du Che.

OK pour la messe mais tu dis à Clinton qu'il est méchant

Par contre ce qu'il faut surtout retenir de ce voyage est qu'il n'a apporté aucun réconfort à la souffrance du peuple et pire encore les cubains risquent de payer très cher la venue de Wojtyla chez les Barbudos. D'ailleurs, dès le départ le ton était donné : le pape a exigé en contrepartie de sa venue, sans aucun doute afin de « soulager » le peuple cubain de sa misère, que soit rétablie non pas la liberté individuelle, mais la liberté de culte, bien plus importante à ses yeux. Exigence apparemment accordée puisque le pape avait dans ses bagages 40 prêtres étrangers pour renforcer le contingent pastoral de seulement (sic) 260 personnes. De son côté Wojtyla, au cours de la messe célébrée à Camaguey le vendredi 23, a condamné l'embargo américain contre l'île et a même demandé aux jeunes Cubains de ne plus émigrer. Après cette dernière requête inespérée, Fidel Castro a dû être aux anges!

Le peuple cubain connaît une situation des plus précaires, due à une gestion économique hasardeuse du leader Maximo et au blocus économique imposé par les États-Unis depuis novembre 1960, renforcé par la nouvelle loi Helms-Burton de 1996. Blocus d'autant plus renforcé que cette loi a été acceptée par l'Union européenne et ceci malgré

remontée de l'antisémitisme sous la houlette du clergé polonais (5), on ne peut qu'être désolé pour le peuple cubain du passage de Wojtyla. Les seuls acquis qu'il reste aux cubains, la médecine gratuite (même s'il n'y a plus de médicaments) et l'éducation laïque et gratuite, risquent d'être remis en cause avant même la chute de Fidel Castro

: au troisième jour de sa visite, le pape a fustigé l'attitude libérale des Cubains vis-à-vis de l'avortement et de la sexualité des mineurs et critiqué le système éducatif national, évidemment les écoles catholiques avaient été laïcisées au moment de la révolution. Que les croyants se rassurent donc, malgré l'avis d'Henri Tincq, il n'y a

pratiquement pas de « risques de récupération politique de ce voyage historique » (6). Je rappelle que les relations diplomatiques entre le Vatican et la Havane n'ont jamais été rompues et les églises n'ont jamais été fermées. A part en Chine où il n'a pas pu lever l'interdiction du culte catholique, Wojtyla est bien l'un des plus grands évangélistes de tous les temps (sans avoir recours à l'épée) de même qu'il est le fer de lance du libéralisme économique mondial : « Puisse Cuba [...] s'ouvrir au monde et le monde s'ouvrir à Cuba » (7). Je tiens sincèrement à souhaiter bon courage au peuple cubain qui s'est vu lentement privé de la plupart de ses droits et qui risque de voir un des derniers, le droit à la laïcité, s'envoler en fumée (de Cohiba bien sûr!).

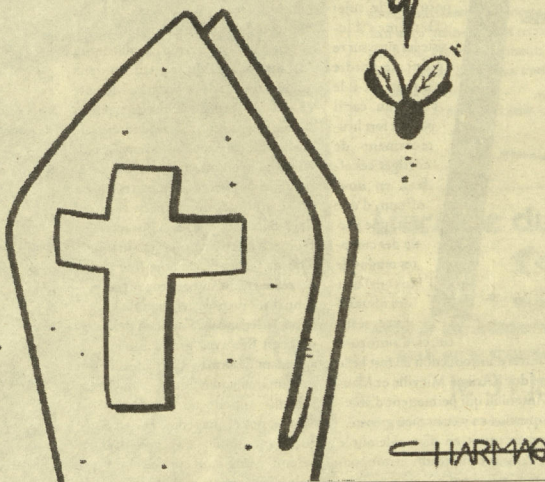
Lorenzo

- (1) Leurs personnalités sont parfaitement illustrées dans l'article « Deux hommes de pouvoir fascinés l'un par l'autre » de Tad Szulc du *Courrier international* du 15 au 21 janvier 1998. Tad Szulc a écrit leurs biographies!
- (2) Pour plus de détails se référer à l'article du *Monde diplomatique* de février 1997 : « La Havane sous la pression de la loi Helms-Burton ».
- (3) En 1898, les nationalistes cubains sont en train de virer les Espagnols de Cuba quand les États-Unis déclarent la guerre à l'Espagne, reprenant à leur compte la victoire et le contrôle de l'île.
- (4) L'arrivée à La Havane de Fidel Castro le 8 janvier 1959 après la chute de Batista.
- (5) « Gdansk, nouvelle capitale de l'antisémitisme » article paru dans *Courrier international* du 8 au 14 janvier 1998.
- (6) *Le Monde* du 30 décembre 1997.
- (7) Tous les détails dans le dossier « La visite du pape à Cuba » du *Monde* du 23 janvier 1998.

DES NOUVELLES DE LA SANTÉ DU PAPE

ÇA VA... ÇA S'MAINTIÈNT

GRELEBLE...



toutes les condamnations votées par l'O.N.U. et les dénonciations de violation du droit international (quel droit? Le droit des gouvernements à participer à la mondialisation du capitalisme, sans doute) par les mêmes quinze. Loi d'autant plus inutile et désastreuse qu'officiellement le régime cubain n'est plus considéré comme dangereux par les États-Unis, et que cette loi a pour conséquence immédiate une réduction de l'aide financière de l'Union européenne à Cuba, dont les cubains payent le prix fort (2).

Cuba catho, c'est pour bientôt ?

Bref les cubains, écrasés depuis 39 ans entre un régime autoritaire et un blocus économique de plus en plus dur, ne connaîtront le salut que dans la prière. Merci Jean-Paul. Il a même ajouté qu'il espérait que le jour férié accordé par Fidel Castro à l'occasion de Noël ne serait pas une exception. Le peuple cubain qui s'est déjà vu deux fois confisquer sa révolution en 1898 (3) et en 1959 (4) risque de voir sa prochaine révolution à nouveau confisquée. Cette dernière n'étant possible qu'à la mort de Fidel Castro, et encore, le peuple est plus que muselé, Raul Castro - le dauphin - veille! En effet quand on voit la régression de la Pologne vis-à-vis de l'avortement ou la

XII siècles d'usurpation pontificale

L'IMAGE FINALE DE LA VENUE DU PAPE EN AOUT : Lionel Jospin flanqué du cardinal Lustiger plus mielleux que jamais (il se voit déjà pape!) et d'un militaire haut gradé, attendant que le pape descende d'un hélicoptère de l'armée de l'air, rappelait à tous que l'alliance du sabre et du goupillon n'est pas une image désuète pour livres d'histoire. C'est que le pape est chef d'État. Un confetti territorial certes que cet anachronisme Vatican, venue dans la ville de Rome, mais qui permet à l'Église de continuer une intense activité politique.

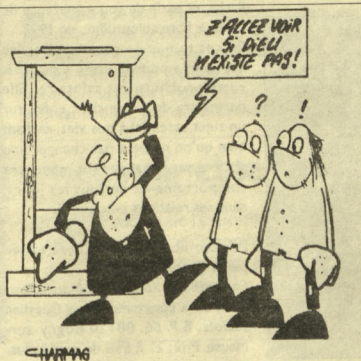
L'Église a toujours attaché la plus grande importance à posséder un royaume qui ne soit pas seulement au ciel. Pour cela toutes les ignominies furent bonnes. Cela remonte à la création de l'État pontifical, au VIII^e siècle. Pépin, fils de Charles Martel, bien décidé à favoriser sa propre famille (les

Carolingiens) au détriment de la dynastie en place (les Mérovingiens), et au-delà, à asseoir largement le pouvoir de Francs catholiques en Europe, conclut avec le pape une alliance favorable aux deux parties. Au pontificat romain, il reconnaît, en échange de son soutien, le pouvoir temporel sur une partie de l'Italie autour de Rome. Pour donner une crédibilité historique à cet accord de maquignons, la chancellerie pontificale fabrique un faux en écriture, la « donation de Constantin », par lequel l'empereur romain aurait donné ce territoire au successeur de Pierre. Les voix du seigneur sont impénétrables... surtout quand on fait parler les morts.

Le pape, comme tout chef d'État qui se respecte, fera au long des siècles suer ses sujets pour se remplir les poches, et la guerre (par mercenaires interposés car il ne faudrait pas se salir la soutane) pour agrandir son territoire. Malheureusement tout a une fin et au XIX^e siècle, la construction de l'État italien voit le pape privé de son cher État pontifical au profit du souverain du Piémont, devenu roi d'Italie. La modernité se profilant à l'horizon, on aurait pu penser que les papes sauraient se contenter de leur rôle spirituel. Pas du tout. Ils se considèrent prisonniers de l'Italie et s'enferment dans le Vatican pour une cinquantaine d'années.

C'est grâce à Mussolini, avec lequel l'Église signe les « accords de Latran » en 1929 (encore en vigueur) qui reconnaissent au pape la souveraineté sur l'État du Vatican, en échange de sa bénédiction du régime fasciste, que le pape accepte de sortir de son trou. C'est grâce à Mussolini donc que le pape peut se prêter aux quatre coins du monde à cet extravagant culte de la personnalité, digne des grandes heures du stalinisme, et à des intrigues politiques qui font ressembler les bénitiers à d'étranges marigots. L'Église livre un combat politique autant que spirituel et ne s'est jamais pour cela embarrassé des moyens.

Franck Gombaud. - groupe Sabate (Rennes)



me

ibilité ou de institution-

ancers par nements et réalistes par- en est rien. boiteux qui elle du nou-

us plaît, que é d'établisse- rs des scrui- e et ceux qui

raignaient roger les lois

ouvernants, rrame et les s de Le Pen? es idées sont e contredire istes avec les grande cam- pour rien à uestions » de

vaies quand environ, Le soit fait pour

« accueillir rai qu'on ne un petit terr- un complice - citoyen-élec- pour le profit m maîtres qui l'argument

et la misère, des étrangers ère les sans- des femmes, ans quel sens ous? Accepen-

ste

ation cultu- à l'autorité, scisme. Au- ion du pou- une société et du capital té, la liberté toutes et de

ur la F.A. Pelletier



«Anarchisme et syndicalisme» Le congrès anarchiste international d'Amsterdam (1907) Le troisième homme

IL EST, DANS L'HISTOIRE du mouvement anarchiste, des événements ou des documents qui, plus que d'autres et sans que cela soit toujours pleinement justifié, ont fait couler et continueront sans doute de faire couler beaucoup d'encre. Le congrès d'Amsterdam de 1907 ou la plate-forme d'Archinov, par exemple, réapparaissent régulièrement sous la plume de certains rédacteurs de publications libertaires, pour tenter de faire naître un débat ou étayer une réflexion. Toutefois, si le second de ces exemples n'intéresse plus aujourd'hui que de médiocres « théoriciens » assoupi réécrivant inlassablement depuis vingt-cinq ans le même article sur la prétendue nécessité d'un anarchisme soldatesque vulgaire et liberticide, il n'en va pas de même de ce congrès resté célèbre par l'opposition qui s'y exprima nettement, à propos du syndicalisme, entre deux conceptions incarnées par deux militants de haute stature, le Français Pierre Monatte, et l'Italien Errico Malatesta. L'évolution présente de la situation sociale, le regain d'intérêt suscité dans le pays par une contestation ouvrière et un syndicalisme rompu quelque peu avec le ronron des centrales « représentatives » noyées depuis longtemps dans un réformisme collaborateur assez indigne, le développement encore limité mais incontestable de la C.N.T. dite française, ont ainsi amené ici même, il y a quelque mois, les rédacteurs de notre

journal à revenir sur cette fameuse rencontre.

Les commentaires, donc, abondent, plus ou moins pertinents, à propos de cette polémique entre les deux représentants de points de vue effectivement divergents. Cette profusion a pu néanmoins avoir pour conséquences de faire oublier les interventions d'origine, lesdits commentaires prenant le pas sur les propos quelques peu oubliés de Monatte et de Malatesta eux-mêmes, et surtout de faire croire que ce congrès a pu se limiter à la seule question syndicale, ce qui n'est bien sûr pas le cas. Aussi le livre récemment paru sur le sujet (1), même s'il insiste lui aussi sur ce point de l'ordre du jour, est-il le bienvenu, car il permet fort heureusement de corriger ces effets, en nous offrant, d'une part, une partie des comptes rendus de ce congrès et des résumés de ses séances, et, d'autre part,

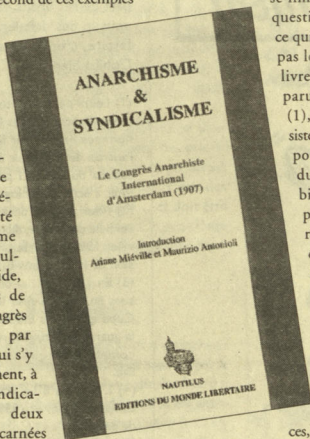
deux textes d'introduction de fort belle qualité dus à Ariane Miéville et Maurizio Antonioli qui permettent d'aborder la question en y étant bien préparé. Ces deux textes, en effet, aideront le lecteur à mieux comprendre cette opposition minimisée par certains, mais en réalité bien réelle entre deux conceptions que d'autres s'appliquent aujourd'hui encore parfois à caricaturer jusqu'à l'absurde, en évoquant un affrontement entre un anarchisme dit « pur », pour mieux en souligner le côté « tour d'ivoire » et « coupé des réalités »,

et un syndicalisme révolutionnaire maquillé en anarchisme prétendument ouvrier, en réalité stupidement ouvrieriste, dont les tenants ne semblent toujours pas avoir tiré les leçons de ses erreurs, ni rejeté sa folle prétention à l'autosuffisance.

Le propos d'Ariane Miéville a d'abord ceci d'intéressant qu'il retrace, rapidement mais avec précision et sagacité, l'histoire du mouvement anarchiste international qui précède la tenue du congrès évoqué dans cet ouvrage, et notamment les congrès socialistes de Zurich et de Londres, en 1893 et 1896, qui consacreront la scission définitive entre parlementaristes et anarchistes. On verra que cette histoire a bien entendu son importance dans le contenu des débats d'Amsterdam. Si Ariane Miéville s'attarde par ailleurs un instant, cela va de soi, sur les deux grandes figures de ce congrès, Monatte et Malatesta, ainsi que sur leurs points de vue respectifs, son travail intéressera aussi par les quelques précisions importantes qu'il fournit sur des mouvements ou militants libertaires étrangers peu ou mal connus, et notamment ceux des Pays-Bas. Les pages consacrées à Domela Nieuwenhuis et surtout à Christian Cornelissen nous fournissent des renseignements précieux sur ces personnalités de premier plan de l'anarchisme néerlandais. S'agissant de ce dernier, on lira avec grand intérêt, en attendant désormais que paraisse à son sujet un travail plus fourni, ce qu'Ariane Miéville appelle une « voix discordante », passée inaperçue et demeurée quasi inconnue, qui consistera à défendre une conception autre que celles de Monatte et de Malatesta, et finalement peut-être la plus pertinente en ceci, entre autres, qu'elle introduit « un contenu éthique qui semble absent tant de la doctrine syndicaliste révolutionnaire que des théories de Malatesta ». Ce dernier, avec le temps, révisera quelque peu sa conception pour

se rapprocher de son camarade hollandais, Monatte préférant quant à lui se réfugier, au moins pour un temps, au parti communiste. Cette partie du texte d'Ariane Miéville est captivante et laisse notre curiosité en éveil, car a posteriori elle semble signifier à tous ceux qui jusque-là se devaient de choisir entre Monatte et Malatesta que ce congrès sonne comme la revanche d'un « troisième homme », Christian Cornelissen.

et un développement judicieux et d'une grande objectivité du point de vue défendu lors du Congrès d'Amsterdam par Malatesta. Et principalement ce qui concerne ses doutes et ses critiques, aujourd'hui plus que confirmés, sur la neutralité syndicale, le fonctionnarisme corrompueur, le « reliquat marxiste » émanant de cet exclusivisme fondé sur la lutte des classes, dans le même temps où Maurizio Antonioli,



Conférence « anarchisme et syndicalisme » organisée par les éditions du Monde libertaire et les éditions Nautilus

Le congrès anarchiste international d'Amsterdam (1907)
par Ariane Miéville

Anarchosyndicalisme et syndicalisme révolutionnaire
sont-ils synonymes ? par Gianni Carola

L'exemple argentin : la singularité de la F.O.R.A.
par Eduardo Colombo

Organisation des travailleurs et organisation spécifique : la
C.N.T. et la F.A.I. par Franck Mintz

L'organisation des anarchistes par Floréal Melgar

Le mouvement libertaire et les divisions syndicales
en France par Daniel Colson

L'anarchosyndicalisme aujourd'hui par Jacky Toublert

le 7 février à partir de 14 heures
33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

Si Ariane Miéville a raison de rappeler que les deux principaux orateurs qui s'opposent « sont passés à côté d'un fait nouveau qui n'aurait pas dans leur représentation de la réalité : l'émergence de l'anarcho-syndicalisme », on peut précisément affirmer que ce n'est sans doute pas le cas de ce dernier, qui en donne presque une définition avant la lettre. Quoi qu'il en soit, cette émergence de l'anarcho-syndicalisme ne changera pas grand-chose à l'affaire, car la définition clairement établie de l'organisation syndicale comme l'un des outils au service d'une transformation sociale de caractère nettement libertaire, concept que la C.N.T. espagnole devait mettre en pratique de manière inégalée, n'empêchera pas l'existence en son sein d'un courant purement syndicaliste révolutionnaire attribuant à l'organisation ouvrière ce même rôle avant-gardiste libérateur que d'autres attribuent au parti politique, la prétendue élite révolutionnaire étant ici remplacée par un prolétariat mythifié. L'arrivée postérieure de l'anarcho-syndicalisme sur la scène de l'histoire n'enlève donc rien à la pertinence des propos tenus par Malatesta en 1907 et auparavant.

Le texte de Maurizio Antonioli, lui, s'attache essentiellement à la personne du militant anarchiste italien, à l'évolution de sa pensée, et notamment, bien sûr, au sujet de cette fameuse intervention des anarchistes dans le mouvement ouvrier. On y verra que cette question était au cœur du débat au sein du mouvement libertaire transalpin et de sa presse. On y trouvera surtout une expli-

mettant l'accent sur la pertinence de ces doutes et de ces critiques, et en rappelant au passage ce que furent les positions mises en avant par cette autre forte personnalité du mouvement italien, Luigi Fabbri, efface, comme d'autres l'ont fait avant lui, cette image ridicule d'un anarchisme rêveur, évanescence, « pur », « petit-bourgeois » à l'occasion, opposé à un militantisme libertaire aux mains calleuses se colletant avec la dure réalité de la vie sociale.

Pour finir, les lecteurs de l'ouvrage trouveront, à travers les comptes rendus des séances du congrès, un état général du mouvement anarchiste de l'époque, dressé par quelques-uns de ses meilleurs représentants du moment, un aperçu de ce qui apparaît comme l'inévitable question à débattre dans toute rencontre libertaire, l'organisation, et un survol hélas trop rapide de certains autres points de l'ordre du jour du congrès, en particulier l'antimilitarisme. Ce livre restera indispensable à qui s'intéresse à l'histoire de notre pensée et de notre mouvement libertaires, non seulement en ceci qu'il en aborde un tournant très important, mais surtout parce qu'il le fait d'une manière intelligente, soucieuse de faire comprendre et non de contrefaire cette histoire pour vendre sa camelote.

Jean Robin

(1) Anarchisme et syndicalisme. Le congrès anarchiste international d'Amsterdam (1907).

Introduction d'Ariane Miéville et de Maurizio Antonioli. En vente à la librairie du Monde libertaire, 60 F.

L'amour libre

LE MOUVEMENT ANARCHISTE ayant comme but un changement radical de la société, aucun sujet ne devrait rester dans l'ombre. Pourtant, il en est un qui semble bien oublié, alors qu'il est au cœur même de nos vies, et il s'agit de l'amour libre. Le courant anarchiste individualiste du début du siècle se pencha sur la question, mais la prégnance du machisme était encore forte (l'est-elle moins aujourd'hui?). Aussi, les femmes qui participèrent à ce débat sont peu nombreuses et leurs écrits d'autant plus précieux. La Question sociale vient de sortir « L'amour libre ». Cette brochure comprend la réédition de trois écrits de femmes anarchistes du début du siècle. Le premier date de 1907 et avait été publié par L'Imprimerie des Causeries populaires. Son auteur, Madeleine Vernet, tente de faire la distinction entre mariage, amour, désir, etc. Les deux textes qui suivent lui répondent; Lucienne Gervais (par l'intermédiaire de L'Anarchie du mois de mai 1907), et Marguerite Després, (dans le journal L'en-dehors de E. Armand). Cette dernière s'offre simplement de témoigner. « Je ne suis ni fonctionnaire ni employée,

écrivait Marguerite, je suis ouvrière manuelle. J'ai pratiqué la liberté de l'amour sans ostentation mais non pas en hypocrite... Cette expérience vaut bien, je gage, toutes les brochures — pour ou contre l'amour libre... » Ce magnifique texte est d'une étonnante modernité, et bien des femmes d'aujourd'hui pourront s'y reconnaître, ou au moins reconnaître nombre de leurs aspirations. Ces trois textes d'hier sont complétés par le point de vue de Cathy Ytak qui donne son sentiment sur ces écrits, et parle de son expérience de l'amour libre aujourd'hui, en 1998. En ces temps de retour à l'ordre moral et au puritanisme exacerbé, cette brochure est salutaire. Elle permettra de se pencher, enfin, sur un sujet essentiel à nos vies, sachant bien qu'on ne peut pas changer une société sans changer soi-même ses comportements de tous les jours, dans ses relations avec autrui.

Floriane

L'amour libre. Une brochure éditée par la Question sociale. En vente à la librairie du Monde libertaire, ou à commander à la Question sociale. B.P. 66, 08120 Bogny-sur-Meuse. Prix : 21 F, frais de port inclus.



CINÉMA **L'Arche du Désert.**
Mohamed Chouikh

FILM ARRACHÉ À UNE INDUSTRIE moribonde, l'industrie cinématographique algérienne, monopole d'État aux caisses vides, *L'Arche du Désert* sort à Paris le 28 janvier envers et contre tous. Depuis « Youssef » qui racontait le destin d'un « frère arrivé en retard » pour la vraie indépendance de l'Algérie, Mohamed Chouikh a intégré une certaine fatalité dans sa manière de réaliser et de produire ses films. Prêt à investir sa dernière chemise, il se dit « Plus pauvre que jamais, mais plus riche d'un film. » En gestation depuis « Youssef » qui d'une façon prémonitrice mettait en scène l'assassinat de Boudiaf, *L'Arche du Désert* existe grâce à l'obstination de Chouikh et grâce à l'amitié fidèle de son producteur associé (Klaus Gerke, de K-Films). Il a réalisé le film le moins cher de l'année. Mais fièrement, il affirme : « J'ai payé mes acteurs et mes figurants... être payé signifie pour eux manger tous les jours et faire manger la famille. » Mais Chouikh ne s'est pas payé, le scénariste, metteur en scène, producteur et réalisateur Chouikh n'est pas payé, ni son jeune fils qui va dire le mot de la fin dans ce film beau comme un conte de 1001 nuits. Le plus important est peut-être que ce film existe, qu'il ne tombe jamais dans l'évocation naturaliste et pédagogique. C'est une œuvre de beauté et de clarté, dont la phrase mise en exergue « Chaque fois que le temps a fait croître un bâton, l'homme a mis une lance à son extrémité... » de El Moutanabi, donne à réfléchir, tout comme les derniers mots du film « Les adultes sont devenus fous ! » L'intrigue est une intrigue prétexte. Un combat d'arrière-garde, qui occupe des gens, rivaux à leurs problèmes de clans et d'honneur. Arrive un malheur : un garçon désire approcher une fille... Dans le sud

algérien, c'est une catastrophe qui entraîne les habitants d'une paisible oasis dans les affres de luttes tribales et de massacres sans fin, alors que l'Algérie se débat dans une spirale de la violence réelle sans pitié. N'est-ce pas candide, en effet, d'imaginer cette histoire alors que le réel du meurtre de masse atteint l'Algérie de plein fouet ?

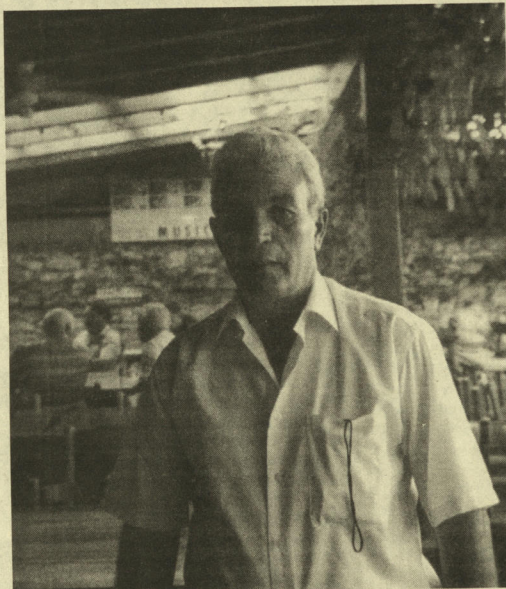
Monde libertaire : Comment vivez-vous cette horreur quotidienne en Algérie ?

Mohamed Chouikh : Nous sommes habitués. C'est dans les journaux, quotidiennement. La télévision ne montre rien, c'est ainsi. C'est devenu une règle. Nous en avons assez de voir des horreurs tous les

jours. C'était de la folie, une erreur monumentale de la télévision algérienne, une erreur tactique. Les atrocités devenaient ainsi un spectacle, un spectacle quotidien. Par ce média qui pénètre dans tous les foyers, nous avons notre spectacle quotidien des horreurs. Ce sont les journaux, maintenant qui nous informent. On est confronté à une surdose d'informations.

M.L. : J'admire infiniment la manière dont ton film montre l'après-massacre, justement en ne montrant rien, mais en suggérant l'ampleur du massacre et le très grand nombre de morts.

M.C. : On attend probablement d'un réalisateur algérien qu'il se



à la petite semaine
La mémoire assassinée

En 1871, dans une lettre adressée à son compère Engels, Marx, qui a donné un sens obligatoire à l'histoire, va jusqu'à souhaiter l'écrasement des ouvriers révolutionnaires français qui, indifférents à sa théorie farfelue et gagnés aux conceptions de Proudhon, faisaient le jeu du Capital en brûlant sottement les étapes devant mener « scientifiquement » à leur émancipation. Ils furent massacrés... et le coup d'envoi était donné.

En faisant preuve d'une hostilité au rôle dirigeant du parti d'avant-garde et en prônant une révolution sociale minant les bases mêmes de l'État, les anarchistes russes et ukrainiens, disaient les bolcheviks, faisaient le jeu des armées blanches et de la réaction tsariste. Ils furent décimés...

En affirmant que l'heure n'était pas aux expérimentations fantaisistes mais à la victoire contre le fascisme, les communistes espagnols et leurs alliés sabotaient partout la révolution libertaire inspirée par la F.A.I. et la C.N.T., accusées de faire le jeu de l'adversaire. On leur tira dans le dos. En grand nombre, ils furent assassinés...

Partout, toujours, ceux qui dénonçaient ces crimes, et d'autres encore, quelle que soit leur famille de pensée, les Voline, les Orwell, Buber-Neuman, Kravchenko, Soljenitsine, furent insultés, calomniés, invariablement, invariablement mis au rang des ennemis du socialisme et complices du capitalisme. Tous furent salis, certains éliminés...

Maintenant que paraît un « Livre noir », implacable recensement de ces monstruosité, voici que de bonnes âmes, staliniennes hier, autodémocratiques aujourd'hui, entonnent à nouveau l'air de la calomnie.

A leurs côtés, des écorchés à la pensée binaire, des stratèges de l'esbroufe pour qui l'éthique demeure une vieilleillerie petite-bourgeoise, reprennent en chœur la chanson indigne qui nous dit que l'ignorance, c'est la liberté, et prétent ainsi main-forte au recyclage d'une imposture centenaire. Comme hier, par un de ces retournements dialectiques dont ces faussaires ont le secret, la dénonciation des crimes devient crime et tout recours à la mémoire « faire le jeu de la droite ».

Et faire le jeu de la bêtise, ça fini quand ?

Floral

Librairie du Monde libertaire forum

avec Roland Lew,
auteur de *L'intellectuel, l'Etat et la révolution*
essai sur le communisme chinois et le socialisme réel
le 31 janvier à 16 h 30

copinage

Serge Utgé-Royo chantera à l'exil (26, rue Doyenne, Lyon 5e) les 29 et 30 janvier à 20 h 30. Rés. : 04 72 40 91 19. Il sera le 7 février à 20 h 30 à l'espace François Mauriac de Sevran (93) ; places 50 et 30 F ; rés. 01 49 36 52 30.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 29 janvier à 18 heures :

Si Vis Pacem : La création d'un atelier d'écriture pacifiste avec Jean-Bernard Pouy.

vendredi 30 janvier à 14 h 30 :

Jazz en liberté : Philip Catherine quartet en public (1996) ; J McLaughlin-A Di Meola-P de Lucia trio (1982) ; Noël Akchoté quartet (1997).

samedi 31 janvier à 13 h 30 :

Chroniques rebelles : reçoit Roland Lew, auteur du livre « Essai sur le communisme chinois et le socialisme réel ».

mardi 3 février à 8 h 30 :

Boulibaï session : Mystic revelation of Rastafari.

mercredi 4 février à 10 h 30 :

Blues en liberté : Champion Jack Dupré, de la Louisiane à l'Europe.

mercredi 4 février à 20 h 30 :

Ras-les-Murs : reçoit Pierre Botton.

jeudi 5 février à 20 h 30 :

Microclimat : avec Michelle Lion, de l'association Résonnance, sur « Tchernobyl, les suites ».

vautre dans l'hémoglobine. Je ne voulais en aucun cas en faire mon fond de commerce. D'autant plus que je l'ai dénoncé dans « Youssef ». J'ai essayé de suggérer, à travers une métaphore, ce qui est difficile de dire. J'espère que les gens se reconnaissent et trouvent un élément apaisant dans mon film.

M.L. : C'est la première fois que tu tournes dans le Sud ?

M.C. : Oui, pour moi, c'était une découverte incroyable. Je voulais aussi travailler sur les différences des couleurs de peau. Mais le soleil anéanti tous mes efforts. À la fin du tournage, nous étions tous noirs. Le film est donc tourné entièrement en décors naturels. Je voulais obtenir un effet naturel, pas du tout créér

une ambiance, et surtout ne pas faire un film en costumes. Nos habits, je veux dire, tous les habits, sont les habits des gens, distribués ou accordés en fonction des couleurs. Nous avons voulu éviter l'effet cher au cinéma arabe sans moyens. Parmi une centaine de figurants, on reconnaît tout de suite l'acteur. C'est lui qui porte l'habit neuf, propre, repassé. Toutes les couleurs, les drapeaux (les fanions) sont finalement des objets fétichisés par les gens. Ces fichus, on les met sur la tête, on danse avec, on les met autour des hanches, etc. Dans mon film, ils deviennent, par leur couleur, les attributs des deux clans qui

s'opposent.

M.L. : Le seul objet « étranger » est donc l'Arche...

M.C. : En effet, c'est le seul objet que j'ai fait construire. J'ai apporté des dessins et je l'ai fait construire sur place. J'ai essayé de rester au plus près de mon histoire. Le désert, cette partie de l'Algérie est d'une telle beauté que je ne voulais surtout pas tomber dans le « beau », dans le coucher de soleil « beau à pleurer », etc. Je voulais modestement raconter mon histoire, montrer des systèmes d'irrigation d'eau qui sont d'une ingéniosité rare et dont tous les habitants de l'oasis profitent sans exception. Je voulais montrer quelle désolation signifie cette lutte intestine sur ce plan précis, dans un système où la distribution d'eau est capitale pour la population, pour la survie de l'oasis, dans la lutte contre l'avancée du désert.

Propos recueillis par Heike Hurst (à Locarno, août 1997)

« Le noir et le rouge » (suite)

Après le succès de l'exposition (au profit de Radio libertaire), les œuvres restant disponibles sont accrochées du 13 janvier au 15 février 1998 au bar-restaurant Le Maldoror, 10, rue du Grand Prieuré à Paris. Le bar est ouvert de 20 heures à 2 heures du matin (M° Oberkampf).

Chômeurs en lutte à Besançon

LA LUTTE DES CHÔMEURS a démarré à Besançon avec un peu de retard. Après un mois, on peut déjà en tirer un premier bilan. Peu nombreux au début (l'initiative venant plus d'A.C.I. et des syndicats Sud), les chômeurs prennent de plus en plus en main leur lutte et leur nombre ne cesse de croître.

Les occupations

Ce mouvement, comme dans de nombreuses villes, est marqué par des occupations, pratique d'action directe que les libertaires ne peuvent que soutenir.

La première cible du mouvement a été la Direction départementale du travail et de l'emploi, occupée le 7 janvier après une manifestation en ville. Cette première occupation a pris fin à 23 heures après expulsion par les forces de l'ordre. Dès le lendemain, jeudi 8 janvier, c'était au tour du Trésor public d'être occupé avec la même issue, une expulsion. Expulsion beaucoup plus violente que la précédente et entièrement filmée par la police.

Les chômeurs ne se découragent pas et le vendredi 9, une nouvelle manifestation se conclut par l'occupation du Crédit Lyonnais au cri de « 1 milliard pour les chômeurs, 200 milliards pour les voleurs ». A 18 heures, cette occupation est levée pour se rendre à une AG prévue à 20 heures. Le mardi 13, pour la journée d'action nationale, c'est une

manifestation de 500 personnes qui a sillonné le centre ville à partir de 17 h 30 avant d'investir l'A.N.P.E. (après avoir forcé l'entrée fermée à cette heure là) pour une occupation symbolique de 2 heures.

Le samedi 10 janvier, après une manifestation en ville, nous avons donc investi l'hôtel de ville et fait prévenir le maire que nous souhaitons le rencontrer. Le député P.S., Jean-Louis Fousseret, qui passait par là, nous fit une petite visite qui se transforma en « prise d'otage ». Heureusement pour lui, le maire se présenta à l'hôtel de ville pour entendre notre revendication : un local pour les chômeurs ! Un accord de principe obtenu, il restait à trouver le lieu, le bail se montant au franc symbolique, avec pour échéance la fin du chômage. Rendez-vous le lundi 12 à la mairie pour la réponse définitive.

Comme promis, le lundi soir, le mouvement des chômeurs bisontins disposait d'un local au centre-ville, 2, rue Victor-Hugo (tél. : 03 81 61

98 09). Il y tient ses permanences tous les jours depuis lors. Ce local a permis au mouvement de passer à un cran supérieur. Tous les soirs, une A.G. s'y tient à 17 heures pour faire le point des actions de la journée et envisager la suite du mouvement.

Premier résultat : la journée d'action du 13 janvier avait regroupé 500 personnes, nous étions à peu près 800 pour la manifestation du samedi 17 janvier.

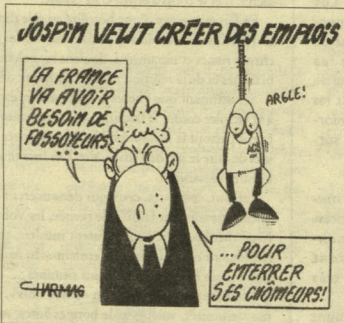
La popularisation

Pour ne pas s'essouffler, ce mouvement doit absolument s'amplifier. Pour cela, les opérations « coup de poing » ne suffisent pas. Il faut sensibiliser la population. Tous les jours des tracts sont distribués devant les A.N.P.E. et dans d'autres lieux de la ville. Le jeudi 15, c'est au péage de l'autoroute que ces tracts ont été distribués et une collecte a rapporté 2000 F au mouvement des chômeurs. Des commissions de travail ont en outre été formées.

La lutte continue

Le gouvernement Jospin n'a quasiment rien lâché. La lutte continue donc pour faire passer les intérêts des chômeurs et des travailleurs avant les impératifs économiques du capitalisme. Chômeurs, précaires, travailleurs, doivent s'unir pour imposer un partage du travail et des richesses !

Groupe Proudhon (Besançon)



La dernière occupation en date a été celle de la Chambre du commerce et d'industrie, mardi 20, avec une A.G. tenue dans les locaux de la C.C.I. le soir même. Le mercredi 20, une expulsion musclée mettait un terme à cette occupation.

Un local pour les chômeurs

Dès le début, il est apparu qu'il fallait absolument un lieu de référence pour ce mouvement, afin de centraliser l'information, de renseigner les sympathisants et surtout de permettre aux chômeurs de se regrouper.

PARIS

Libre service

LE SAMEDI 24 JANVIER, LE RENDEZ-VOUS a été donné par (notamment) A.C.I. la C.N.T., la C.G.T.-chômeurs... palce du Colonel-Fabien pour une action de répartition des richesses. Une centaine de personnes ont répondu à l'appel. Après une course dans le métro, le groupe de chômeurs et précaires a investi le centre Leclerc de Pantin au cri de « chô-chô-chômage ras-le-bol », « Qui sème la misère récolte la colère » et bien sûr « Réquisition des richesses ! »

Après l'occupation des caisses, le patron du magasin accepte de laisser les cadies bien remplies par les manifestants (14 cadies de jouets, boissons, vêtements, nourriture...).

Une assemblée générale après l'action a lancé les pistes de l'utilisation de ce « butin » : après un buffet à la Maison des Ensembles (foie gras, saumon, champagne...), les responsables des syndicats et associations prépareront la distribution des cadeaux (l'idée de jouets pour les enfants des familles de sans-papiers en grève de la faim a été évoquée).

Jean-Christophe. - groupe Louise Michel (Paris)

Partageons les richesses, pas la misère

ré de la collectivité non dans celui du patronat. Un temps de travail réduit pour tous ; un temps libre accru pour tous, une société garantissant au minimum à chacun un logement décent, les besoins vitaux de nourriture et de soins ainsi que l'accès à la formation.

Oui à l'égalité sociale

Un partage du travail réel et effectif ne peut s'instaurer que dans une société débarrassée des logiques économiques basées sur l'exploitation et les profits. c'est-à-dire une société ayant pour base l'égalité économique et sociale. Un partage réel ne peut être parcellaire : les décisions et la gestion doivent devenir l'affaire de toutes et de tous : le terme « gestion » étant pris dans un sens global.

En effet, toute production ayant pour objectif un mieux être social, la gestion de celle-ci doit être organisée par les consommateurs ou usagers. Tout cela ne va pas tomber du ciel, un « grand soir », il faut donc, dès aujourd'hui, entamer un processus menant à une abolition du salariat, ainsi que du chômage.

Ne pouvant compter sur la classe politique ni sur le patronat pour opérer un tel changement, les exploités devront compter que sur eux-mêmes et gérer enfin leurs propres affaires, décider enfin de quoi sera faite leur vie quotidienne. La Fédération anarchiste est une organisation révolutionnaire dont le projet demeure une société égalitaire fondée sur le fédéralisme et la gestion directe. Ses militants sont engagés dans diverses organisations

syndicales ou associations, afin de parvenir, dès aujourd'hui, à des progrès sociaux allant dans le sens d'une émancipation sociale réelle pour tous et toutes. Il est possible, dès maintenant, d'entamer un processus revendicatif capable de mener à une remise en cause des vraies raisons du malaise, à savoir le capitalisme privé ou d'État. Nous exigeons la réduction du temps de travail dans tous les secteurs d'activité, sans diminution des revenus et il nous semble parfaitement évident que nous n'obtiendrons satisfaction que par la lutte. Il appartient donc aux salariés d'être aujourd'hui solidaires en actes des exclus ; cette solidarité passe nécessairement par une solidarité des salariés entre eux.

Groupe Louise Michel (Paris)

Fabienne réintégrée

Les lecteurs du *Monde libertaire* s'en souviennent : maître-auxiliaire d'anglais dans un collège difficile des Mureaux, militante au Collectif des M.A. et au syndicat C.N.T., Fabienne avait été licenciée sous un vague prétexte de sécurité (un élève avait fait irruption dans son cours et avait fait mine d'enjambrer une balustrade) ; la situation s'était aggravée car le rectorat avait refusé de désavouer le chef d'établissement à l'origine de la sanction et en avait rajouté, arguant d'une « incompétence pédagogique » fondée sur les documents fragiles ou faux. Bref, c'était mal parti.

Pas à pas, nous avons remonté le courant. Courrier, entrevues, rassemblements, pétitions, manifestation locale, appui du Collectif des M.A., puis des autres syndicats (y compris le S.N.E.S. de l'Académie de Versailles), nous avons montré que nous n'étions pas prêts à lâcher ; le ministère a sans doute pensé qu'il n'était pas utile de se faire une trop mauvaise publicité, d'autant que sa cause n'était pas défendable (mais nous, nous ne voulions pas attendre plusieurs années le jugement d'un tribunal administratif) et que, malgré le silence de la presse autre que locale, l'affaire commençait à se répandre.

D'où la bonne surprise de ce mercredi de décembre où l'on a convoqué Fabienne au rectorat de Versailles pour lui annoncer sa réintégration sur un autre poste et dans un autre établissement, mais dans la même académie, ce qui était son souhait.

Jean-Pierre, C.N.T.-Education R.P.

A G E N D A

jeudi 29 janvier

PARIS : Le groupe de la Villette organise une réunion publique sur les **sans-papiers** à 20 h 30 à l'Usine, 102, bd de la Villette, 75019.

vendredi 30 janvier

TRAPPES (78) : L'union des syndicats C.N.T. des Yvelines et les Amis du Chat noir turbulent organisent une réunion publique « **Chômage, précarité, misère, Y'en a marre** » à 20 h 30 à la salle Jean-Moulin (près de la poste).

MONTREUIL (93) : Concert-soutien à **Reflexes** au Vendémiaire (Centre commercial Croix-de-Chavaux) avec Acrid (Hardcore), Nitchevo (Fusion). Stands, tables de presse, vidéo (Antifascist action).

TOURS : Le groupe libertaire appelle à manifester contre la venue de Bruno Mégret à **18 heures** place Jean-Jaurès.

samedi 31 janvier

NICE : Le groupe de Nice de la Fédération anarchiste appelle à la manifestation régionale contre le fascisme. Rendez-vous à **14 heures** place Saint-Roch.

mercredi 4 février

TOULOUSE : Le groupe Albert-Camus de la F.A. vous invite à 20 h 15 à la F.O.L 31, rue des Amidonniers à la vidéo-débat : « **Autour du procès Papon: procès de l'Etat? et devoir de désobéissance!** » le débat sera animé par J-J Gandini qui suit actuellement le procès Papon (cf. articles parus dans *le Monde libertaire*).

vendredi 6 février

PARIS : Le groupe Louise Michel de la F.A. organise une projection vidéo **La Lanterne Noire** au 10, rue Robert-Planquette à 20 h 30. Y sera projeté soit « Galères de femmes », soit « Le Cuirassé Potemkine », soit « Foi d'anar : Maurice Joyeux ».

samedi 7 février

CHELLES : Le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste organise une réunion publique avec Thierry Meyssan du réseau Voltaire à propos de l'**Opus Dei** à 20 h 30 au 1 bis rue Emilie.

LYON : Projection vidéo (suivie d'un débat) du film : « **Contre vents et marées** » de Richard Prost à la librairie la Plume Noire, 19 rue Pierre-Blanc, à 15 heures.

PARIS : Conférence sur **Anarchisme et syndicalisme** autour du congrès d'Amsterdam (1907) à partir de 14 heures au 33, rue des Vignoles (75020) organisée par les Editions du Monde libertaire et Nautilus.

PARIS : L'émission « L'antenne du social » de Radio libertaire organise une rencontre-débat : **Les travailleurs sociaux, gestionnaires de la paix sociale** à la Maison des ensembles, 3, rue d'Aligre, 75012.

ROUEN : Réunion publique à **14h 30** à la **Halle aux Toiles** sur le thème : « L'Anarchisme aujourd'hui : un projet pour la révolution sociale ».

samedi 14 février

VILLENEUVE D'ASC : Le comité anti-expulsion organise à **partir de 17 heures** à l'espace concorde-cosiméri, une fête de soutien à Patrice Bardet et Christine Eme en prévision de leur procès. Au programme : concert, buvette et rencontres... Pour tous renseignements : comité anti-expulsion : 03 20 47 40 44.